

leurs. Néanmoins la cour, attendu le refus du demandeur, déclara qu'elle ne pouvait le forcer d'aller demeurer avec son fils, et condamna le défendeur à lui payer une pension.

Voici quelques citations à l'appui de cette décision.

FERRIÈRE.—Dict. de Droit, vo. ALIMENS.

“ Le fils ne serait pas censé remplir l'obligation de fournir des alimens à son père ou à sa mère, par les offres qu'il leur ferait de les nourrir chez lui, au cas qu'ils voulussent demeurer ailleurs ; ainsi le fils serait tenu de leur fournir une pension alimentaire pour subvenir à leur nourriture et entretien, à l'effet de demeurer où bon leur semblerait : ”

BOUVOT.—Tome 2, verbo ALIMENS, question 4 :

GUYOT.—Rép. Jurisprudence, vo. ALIMENS :

“ Mais par arrêt du 18 février 1766, le parlement de Paris a jugé qu'un père pouvait s'adresser à celui de ses enfans qu'il jugeait à propos pour lui demander des alimens, et que la pension alimentaire devait être payée en argent lorsque le père ne voulait pas être nourri chez ses enfans. ”

LACOMBE.—Recueil de Jurisprudence, tome 1, vo. ALIMENS, page 33.

“ L'on tient dans l'usage que les ascendans ne sont pas obligés de fournir les alimens hors de leur maison à leurs descendans ; mais qu'ils peuvent se les faire fournir hors de la maison de leurs enfans. Soef. tom. I, cent. 3, ch. 100. Desp. tome 2, page 241, no. 67. ”

